

Le système économique soviétique

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **58 (1966)**

Heft 5

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385405>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le système économique soviétique

Par *Max Weber*

Il y aura cinquante ans l'an prochain que la dictature soviétique a été instituée en Russie. Dans le monde occidental, on donnait alors tout au plus quelques mois ou quelques années au nouveau régime. On l'affirmait voué à l'effondrement. Aujourd'hui, plus personne ne doute de sa solidité et l'on suit attentivement son évolution, qui a même donné naissance à une nouvelle « science » : la « soviétologie ». La presse tâte chaque jour le pouls de l'URSS. Les informations sont nombreuses, mais la plupart sont entachées de subjectivité. Il est difficile de se faire une image tant soit peu objective de la situation. On doit remercier M. *Albert Masnata*, directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale et privat-docent à l'Université de Lausanne, d'avoir consacré une étude exhaustive aux structures de l'économie soviétique¹.

L'auteur, qui a été l'un des témoins de la Révolution d'octobre, possède parfaitement la langue russe. Au cours de deux voyages d'étude en URSS, il a rassemblé une abondante documentation, entièrement de source russe. Il l'a vérifiée par de nombreux recoupements et entretiens avec des spécialistes. Il a en outre bénéficié du concours d'un assistant scientifique possédant la langue russe et de l'appui du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Il s'agit d'un ouvrage objectif, limité aux aspects économiques de la société soviétique.

Du premier au septième plan quinquennal

L'ouvrage de M. Masnata n'expose pas seulement la situation actuelle, mais toute l'évolution de l'économie soviétique – du moins dans ses grandes lignes. Il tente d'éclairer les problèmes qu'elle affronte. Au cours de ces quelque cinquante années, la politique économique s'est profondément modifiée. A la première phase du « communisme militant » a succédé, en 1921, la période de la NEP (nouvelle politique économique). D'emblée apparaît un effort visant à imposer une planification centralisée aux fins de développer une puissante industrie lourde destinée à rendre autarcique l'économie russe. En 1928, le premier des plans quinquennaux a été mis en vigueur. Trois plans se succéderont jusqu'à l'invasion allemande, et quatre depuis la fin de la guerre. La durée du dernier plan, mis en application en 1959, a été portée à sept ans, jusqu'à la fin de 1965. Un nouveau plan pour la période 1966–1970 est entré en vigueur il y a quelques semaines.

Les méthodes d'organisation ont été modifiées à plusieurs reprises.

¹ Albert Masnata: *Le système socialiste-soviétique. Essai d'une étude générale de son économie*. 340 p. Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1965.

A la centralisation a succédé la décentralisation. Cette dernière ayant révélé une coordination insuffisante, la centralisation a de nouveau été renforcée. L'auteur, en se fondant sur de nombreux exemples, éclaire les lacunes de l'appareil de l'Etat, les difficultés d'harmoniser les divers secteurs de l'économie d'un aussi grand pays, où les distances jouent un rôle non négligeable. La planification a eu pour corollaire un enfllement excessif de la bureaucratie. Nombre d'études et de rapports critiquent la multiplicité des rouages. Ces critiques demeurent actuelles en dépit de l'effort déployé pour corriger cette situation. Certains critiques concluent même que, si les méthodes actuelles de planification continuaient à être appliquées, chaque Russe serait attelé en 1980 à des tâches de calcul, de planification et d'administration.

L'expérience Libermann

On a tenté à plusieurs reprises de réformer le système. Ce sont principalement les propositions du professeur Libermann, de Char-kow, qui ont été portées à la connaissance de l'Occident. Elles visent au premier chef à faire participer les entreprises à l'application des plans et à leur conférer une autonomie plus grande. Il serait cependant faux d'assimiler cette tentative à une libéralisation du système et à un renoncement partiel à la planification. De l'avis de M. Masnata, il est encore impossible de dire dans quelle mesure les propositions de M. Libermann se sont inscrites ou s'inscriront dans les faits.

L'auteur s'étend longuement sur les *méthodes de financement*. Elles sont de trois sortes: a) autofinancement des entreprises; b) subventions de l'Etat; c) ouverture de crédits. Dans l'économie soviétique, le fonds de production se substitue au capital-actions; il est composé de « fonds de base » destinés à financer les installations fixes et leur renouvellement et de « fonds courants » pour l'achat de matériaux.

Les crédits, qui sont accordés par la Banque d'Etat (Grossbank), ne sont pas seulement des instruments de financement, mais aussi de planification, d'aiguillage de l'activité et de contrôle. Un institut (Stroïbank) est spécialement chargé du financement des investissements à long terme.

Industrie et agriculture

Dans le secteur industriel, la production des biens d'investissement prend une place toujours plus grande (plus de 70 % actuellement). Cette forte proportion indique l'importance que l'on attache à la rationalisation. Néanmoins, la productivité n'a pas encore atteint un degré aussi élevé qu'aux Etats-Unis par exemple. La qualité laisse encore à désirer à maints égards. Il arrive que de gros stocks de biens de consommation ne puissent pas être écoulés. Dans l'un de

ses discours, Khrouchtchev a critiqué le fait que l'industrie livre parfois des « rossignols ».

Aujourd'hui encore, près de la moitié de la population est occupée dans l'agriculture. En 1927, l'Etat a proclamé la collectivisation des terres pour liquider les « koulaks », les gros paysans. On a créé des exploitations d'Etat (sovkhoses) et des exploitations coopératives (kolkhoses). Les premières disposent de 36 % des superficies cultivables et les secondes de 62 %. Jusqu'en 1953, les prix payés aux producteurs ont été trop bas pour couvrir les coûts de revient.

Le commerce et les problèmes de la distribution

La distribution des biens est assurée à raison de 68 % par le commerce d'Etat, de 36 % par les coopératives de consommation et de 4 % par les kolkhoses; la part de ces derniers a fortement diminué.

L'ensemble du commerce extérieur est entre les mains de l'Etat. 60 % des échanges économiques sont effectués entre l'URSS et les pays du Comecon, et 15 % seulement avec les Etats de l'Europe occidentale.

Le problème de la distribution est caractérisé par le fait que nombre de services sont gratuits, c'est-à-dire financés directement par le rendement de l'économie nationale. C'est en particulier le cas de l'instruction publique, des services de santé, des assurances sociales, de la radio et de la TV. L'URSS a renoncé au nivellement des salaires; les rémunérations sont de plus en plus largement fixées compte tenu du rendement; les systèmes du travail à l'accord et des primes sont largement répandus.

Comparaisons avec les Etats-Unis

Il y a quelques années, Khrouchtchev avait annoncé triomphalement que l'URSS dépasserait rapidement les Etats-Unis. Les économistes soviétiques ont estimé que, en 1961, l'URSS a totalisé près de 20 % de la production mondiale et 60 %, en moyenne, de celle des Etats-Unis. M. Masnata publie d'intéressantes comparaisons concernant les capacités de production par habitant. La production russe de minerai de fer est égale à celle des Etats-Unis et celle des tissus de laine un peu plus forte. En revanche, la proportion est de 61 % pour l'acier, de 72 % pour le ciment, de 51 % pour les tissus de coton et de 27 % seulement pour l'énergie électrique.

L'auteur s'est limité à exposer les faits économiques en s'abstenant de toute appréciation politique. Il ressort cependant de son étude – si l'on fait abstraction de la différence fondamentale que constitue l'étatisation des moyens de production – que l'économie soviétique est soumise aux mêmes lois et tendances que l'économie dite capitaliste, et cela en dépit des efforts déployés par les théoriciens pour développer des principes économiques découlant du marxisme-léninisme et pour les concilier avec la réalité.